

FAITS MARQUANTS

Environnement économique

- **Retour des inquiétudes**, nourries par l'apparition de **nouveaux foyers d'infections** de Covid-19 et de **tensions commerciales** entre les **Etats-Unis et l'Europe** et par **les prévisions pessimistes du FMI**
 - **PIB mondial** : selon le FMI, **contraction de 4,9% en 2020 puis rebond de 5,4% en 2021**, mais possibilité de prolongement de la récession à -0,5% en 2021, en cas de deuxième vague de contagion
 - **Etats-Unis** : record de cas d'infection de coronavirus dans plusieurs Etats, dont l'Arizona, la Californie, le Mississippi et le Nevada mais **redressement du PMI composite à 46,8 en juin**, contre 37 en mai
 - **Allemagne** : **reconfinement de deux cantons** de Rhénanie-du-Nord-Westphalie jusqu'au 30 juin, soit 645.000 habitants, **mais fort rebond du climat des affaires** à 86,2 en juin, contre 79,5 en mai
- **Post-confinement, un rebond en juin plus fort que prévu du secteur privé en Zone € et en France**
 - **Zone euro** : **moindre contraction économique en juin**, avec un **PMI composite Markit à 47,5** (encore sous la barre de 50, seuil de croissance), contre 31,9 en mai et un plus bas historique à 13,6 en avril; un rebond du PMI dans le secteur des services à 47,3, contre 30,5 en mai
 - **France** : **net redressement en juin** du PMI composite Markit à **51,3 contre 32,1 en mai**,
 - Traduisant la première croissance de l'activité globale du secteur privé depuis quatre mois
 - **Envolée du PMI des services** de 31,1 vers **50,3** et **du PMI manufacturier** de 36 vers **52,1**
 - **Net redressement en juin du climat des affaires**, bien que toujours dégradé, notamment dans le commerce de détail et de gros et la réparation automobiles, tout comme celui de l'emploi.

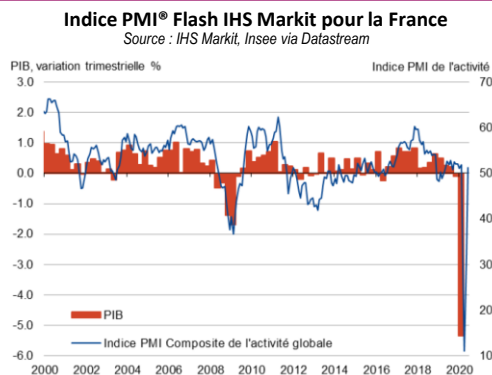
Contexte sociétal / ménages

- **Après une embellie début juin, la remontée des inquiétudes concernant l'évolution de l'épidémie se confirme.** *BVA Europe 1-Orange 25-06*
 - **35%** des Français pensent que « **le pire est devant nous** », en hausse (+6pts en une semaine).
 - **74%** anticipent une **2^e vague d'épidémie** et un nouveau confinement (+20 pts en 2 semaines).
 - La peur d'attraper la covid se stabilise à un niveau relativement élevé (**66%**).
 - Un **retour à la « vie normale »** envisagé en 2020 pour seulement **49%** des Français (-11pts en 2 sem.).
 - L'indicateur synthétique de **confiance** des ménages (+4pts à **97 en juin** selon l'**Insee**) traduit davantage le regain de confiance début juin que cette dégradation plus récente (enquête du 27 mai au 17 juin).
- **Ce regain d'inquiétude contraste avec une application moins stricte des mesures de protection.**
 - **46%** déclarent appliquer strictement les recommandations sanitaires (-5pts en 2 sem.). *BVA 25-06*
 - **50%** des Français déclarent porter un **masque** en public, en baisse. *Santé Publique-BVA 10-06*
- **Une « normalisation » différenciée des activités des Français.** *Google Rapport sur la mobilité 22-06*
 - Mobilité vers les **lieux de travail** à **-32%** par rapport à la référence (cf. télétravail, chômage partiel...).
 - Toujours une réticence sur l'usage des **transports en commun (-26%)**.
 - Fréquentation des lieux de **commerce** et de **loisirs** à **-13%** (centres commerciaux, restaurants...).
 - A l'inverse, fréquentation très au-dessus de la normale (**+74%**) des **parcs, plages, jardins**.

POINTS D'ALERTE

- Une pandémie qui, selon l'OMS, « continue de s'accélérer » dans le monde et qui repart à la hausse en Europe, nourrissant une **remontée des inquiétudes sanitaires**
- Le **FMI prévoit un une récession plus dure et une reprise plus lente (PIB France à -12,5% en 2020)**, la hausse boursière est jugée déconnectée des fondamentaux..
- **Menace des Etats-Unis d'une modification de leur liste de produits européens taxés**, visant spécifiquement la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne
- Assouplissement et simplification en cours de la « règle Volcker » : les banques américaines devraient gagner en rentabilité mais avec un business-model plus risqué
- **Préconisation par la Banque d'Espagne** de la nécessité de **réformes structurelles** : retraites, procédures de restructuration et de faillites, prélèvements obligatoires.

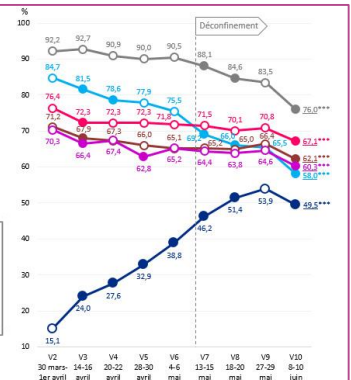
CHIFFRES CLÉS



Des mesures de protection moins systématiques malgré la remontée des inquiétudes : un nouvel arbitrage entre risque sanitaire et qualité de vie ?

- Saluer sans serrer la main et arrêter les embrassades
- Garder une distance d'au moins un mètre
- Se laver régulièrement les mains
- Tousser dans son coude
- Utiliser un mouchoir à usage unique
- Porter un masque en public

Source : Santé publique France Enquête CoviPrev / BVA



FOCUS FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Entreprises : ponction sur le revenu et montée de l'endettement (Insee, BdF)

- Un revenu des entrepreneurs individuels (EI) en recul de 25 % en avril par rapport à une période « normale ». Cette baisse a été limitée par le fonds de solidarité et les exonérations de cotisations.
- L'EBE (excédent brut d'exploitation) des SNF (sociétés non financières) aurait chuté de près de 50 % en avril par rapport à une période « normale », chute freinée par des réductions d'emplois et les mesures d'urgence (chômage partiel, fonds de solidarité, exonérations de charges sociales...).
- Un taux de marge en baisse de 2,3 points en 2020. Il ne retrouverait qu'en 2022 son niveau de 2019.
- La dette des entreprises a progressé de 10% entre fin 2019 et mai 2020, soit 165 Md€, dont 95 Md€ de dette bancaire mais les 87 Md€ de PGE accordés à cette date n'y sont pas totalement intégrés.

104 Md€ de PGE ont été accordés aux entreprises, dont plus de la moitié l'ont été en avril. Le ralentissement des PGE demandés par les entreprises (et accordés par les banques) se confirme en juin.

- Les TPE et les PME sont les principales bénéficiaires des PGE
 - Plus forte fragilité de la trésorerie des TPE et PME
 - Forte baisse du taux d'endettement des PME depuis 2012
 - Substitution des prêts intra-groupes aux PGE pour les ETI-GE

104 Md€

C'est le montant des PGE accordés par les banques aux entreprises depuis le 24 mars.

Source BFB, données arrêtées au 17 juin

→ La forte hausse de l'endettement des TPE-PME devrait encourager des stratégies de consolidation du bilan (recherche de fonds propres mais aussi investissements et croissance moindres...). La mise à niveau des fonds propres des entreprises est une nécessité économique, voire une priorité nationale.

Montant des PGE accordés rapporté à la valeur ajoutée

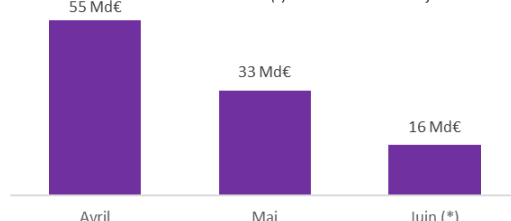
(Secteur marchand non financier non agricole)



Sources : BFB (PGE au 19 juin) et Insee (VA en 2017) ; calculs : DEP - BPCE

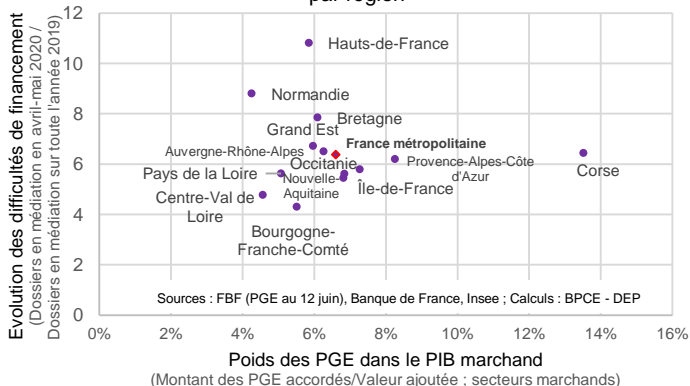
PGE : un ralentissement des demandes

(* données arrêtées au 19 juin)



Un recours au PGE et des difficultés de financement des entreprises disparates entre les régions

Poids des PGE dans le PIB et difficultés de financement par région

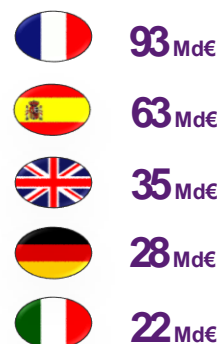


Sources : BFB (PGE au 12 juin), Banque de France, Insee ; Calculs : BPCE - DEP

- En 2 mois (avril et mai), le nombre de saisines auprès de la médiation du crédit a été 6 fois plus élevé que sur l'ensemble de l'année 2019.
- Ces difficultés de financement ont été particulièrement élevées dans les Hauts-de-France, la Normandie et la Bretagne.
- Le recours aux PGE est très élevé en Corse et, dans une moindre mesure, en PACA où il représente respectivement 13,5% et 8,2% de la VA de ces régions (moyenne France métropolitaine à 6,6 %).

Un recours aux PGE beaucoup plus important en France et en Espagne

- **Allemagne** : une utilisation réduite malgré un dispositif généreux (550 Md€, garantie PME à 100%...) mais une situation ex-ante plus favorable (rentabilité et fonds propres), un choc économique plus limité et un système financier plus fragile
- **Royaume-Uni** : recours modéré car lenteur dans la mise en place, faible rentabilité des banques, garantie moins généreuse (80 % pour les prêts > 50 000 £)
- **Italie** : faible utilisation du dispositif car complexité des démarches et fragilité du système bancaire alors que la garantie est élevée (90 % pour prêts < 5 M€) et l'impact économique très fort
- **Espagne** : recours très important (en % du PIB) malgré une garantie plus faible (80 % pour les PME) mais choc majeur, facilité des démarches et expérience passée des difficultés de financement des entreprises pendant la précédente crise
- **France** : fort recours aux PGE car faiblesse du taux de marge par rapport à All, ESP, IT, RU, impact économique majeur, fort relais bancaire du dispositif et simplicité des démarches d'octroi.



Source : « La France, championne européenne des prêts garantis par l'Etat » - Les Echos. Données à fin mai